

LES CAHIERS DE L' OBSERVATOIRE

Numéro 13
Mars 2017



ÉTAT DES LIEUX de l'économie sociale en 2015

L'économie sociale affiche, en 2015, **UNE CROISSANCE DE L'EMPLOI**. Le nombre d'entreprises d'économie sociale connaît lui un léger tassement. Signe d'une concentration des emplois dans certains secteurs et organisations, cette évolution masque cependant le foisonnement d'initiatives citoyennes qui se développent et dont le potentiel d'emplois se traduira dans les prochaines éditions de cet état des lieux.

Retrouvez dès à présent votre état des lieux 'sur mesure' sur <http://statistiques.observatoire-es.be>.

SOMMAIRE

Introduction.....	3
Méthodologie.....	4
Les Entreprises d'économie sociale.....	5
Les Emplois dans les entreprises d'économie sociale.....	10
Focus.....	17
Conclusions.....	20

QUELQUES CHIFFRES

L'économie sociale compte, en 2015

11.034 entreprises employeuses qui fournissent
247.434 emplois, soit

12% de l'emploi total en Wallonie et en Région de Bruxelles-Capitale.



OBSERVATOIRE
ÉCONOMIE
SOCIALE

CONCERT *es*



Wallonie

www.observatoire-es.be

L'OBSERVATOIRE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE, UNE INITIATIVE DE ConcertES ET DE SES MEMBRES.

ACFI - www.acfi.be

AID - www.aid-com.be

ALEAP - www.aleap.be

ATOUT EI - www.atoutei.be

CAIPS - www.caips.be

COOPAC.BE - www.coopac.be

CRÉDAL - www.credal.be

EQUILIBRE

EWETA - www.eweta.be

FEBECOOP - www.febecoop.be

FEBISP - www.febisp.be

RES - www.resasbl.be

RESSOURCES - www.res-sources.be

RÉSEAU FINANCITÉ - www.financite.be

SAW-B - www.saw-b.be

SYNECO - www.syneco.be

UNION DES SCOP WALLONIE-BRUXELLES - www.les-scop.be

L'Observatoire de l'Economie Sociale a été développé dans le cadre du projet D.E.S.I.R. (Développement de l'Economie Sociale Inter-Régional), mené avec la CRESS Nord-Pas de Calais dans le cadre du programme Interreg IV du Fonds européen de Développement Régional. Ce projet s'est déroulé de juin 2008 à décembre 2012.

L'Observatoire de l'Economie sociale bénéficie du soutien de la Wallonie depuis 2014.



**OBSERVATOIRE
ÉCONOMIE
SOCIALE**



Wallonie

CONCERTES

Concertation des organisations représentatives de l'économie sociale

Place de l'Université, 16 boîte 8 à 1348 Ottignies - LLN

Tél. : 010/457.450 - 010/456.450

www.concertes.be

www.observatoire-es.be

contact@observatoire-es.be

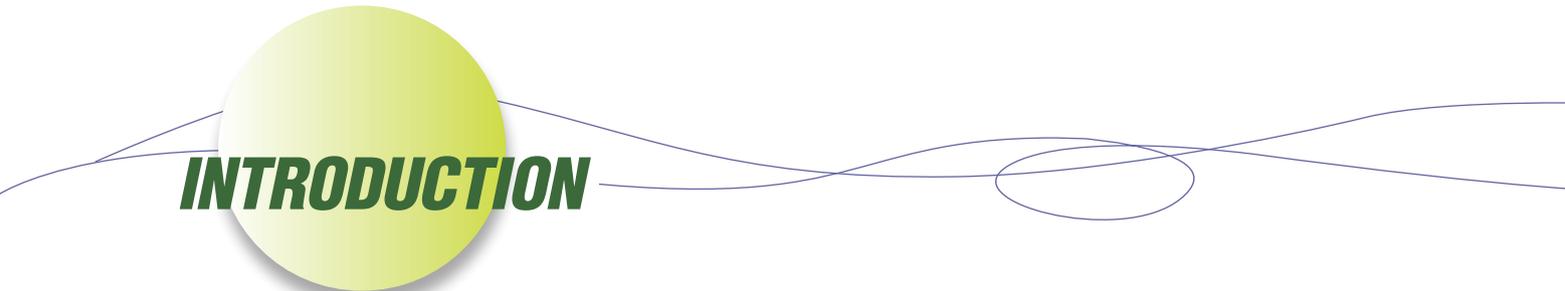
Éditeur responsable : Sébastien PEREAU

Coordination et rédaction : ConcertES

Mise en page : SAW-B com

Crédit photo : Kenishirotie@fotolia.com

Mars 2017



INTRODUCTION

Voici la **SIXIÈME ÉDITION** de l'état des lieux de l'économie sociale dressé par l'Observatoire de l'Economie Sociale. Cette publication entend présenter un état des lieux synthétique de la santé des entreprises de l'économie sociale en 2015, des emplois qu'elles génèrent et du type d'activités qu'elles développent.

L'analyse porte sur les entreprises d'économie sociale qui répondent à la définition de l'économie sociale telle que l'entend ConcertES, soit « *les activités économiques productrices de biens ou de services, exercées par des sociétés, principalement coopératives et/ou à finalité sociale, des associations, des mutuelles ou des fondations, dont l'éthique se traduit par les principes suivants :*

- 1 *finalité de service à la collectivité ou aux membres, plutôt que finalité de profit;*
- 2 *autonomie de gestion;*
- 3 *gestion démocratique et participative;*
- 4 *primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition des revenus ».*

Cette définition est, à quelques nuances près, la définition de l'économie sociale du Décret du Gouvernement wallon du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale et de l'Ordonnance du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 avril 2012 relative à l'économie sociale et à l'agrément des Entreprises d'Insertion et des Initiatives Locales de Développement de l'Emploi.

Cet état des lieux entend donc rencontrer les objectifs que s'est donné l'Observatoire de l'Economie Sociale :

- ➔ être un outil aux services de tous ceux et celles qui participent aux réflexions, à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques et d'actions concernant l'économie sociale;
- ➔ permettre aux décideurs politiques et aux porteurs de projets d'obtenir les informations qu'ils désirent sur l'économie sociale afin de développer leur argumentaire, leur positionnement et d'appréhender l'économie sociale.

LA MÉTHODOLOGIE

... DES PRINCIPES À UN PÉRIMÈTRE D'OBSERVATION ...

Le périmètre statistique de l'économie sociale utilisé par l'Observatoire dans ses publications regroupe l'ensemble des employeurs, dont le siège social est établi en Belgique, qui ont adopté la forme d'association (asbl, aisbl et association de fait), de société coopérative agréée pour le Conseil National de la Coopération (CNC), de société à finalité sociale (SFS), de fondation ou de mutuelle. Ces différentes formes juridiques intègrent en effet des dispositions qui traduisent les principes de l'économie sociale. **Il s'agit du périmètre statistique utilisé dans le monde académique, notamment dans les publications de l'Académie des Entrepreneurs Sociaux, mais aussi du périmètre statistique utilisé au niveau européen, ce qui permet des analyses croisées avec les réalités observées dans d'autres pays.**

Les entreprises employeuses qui s'inscrivent dans ce périmètre sont intégrées dans la base de données qui a été constituée par l'Observatoire. Cette base de données est en constante évolution : des entreprises sont ajoutées au gré de leur identification, des corrections sont ap-

portées aux données... **L'état des lieux annuel de 2015 présente ainsi les données relatives à l'année 2015 mais également une actualisation des années précédentes.**

Les données présentées font état de la situation au 31 décembre de l'année concernée (ou, en ce qui concerne les emplois, du 4^e trimestre de l'année concernée).

Lorsque les données sont présentées en termes de postes de travail, il s'agit de la somme des personnes sous contrat de travail au sein de l'organisation (ne sont donc pas compris, par exemple, les stagiaires, les dirigeants indépendants ou les art. 60, §7).

Lorsque les données sont présentées en termes d'équivalents temps pleins (ETP), il s'agit des ETP calculés par l'ONSS pour déterminer les cotisations sociales patronales dues (pour plus d'informations, voir la définition du 'volume de travail' dans les publications de l'ONSS - <http://www.rsz.fgov.be/fr/statistiques/publications/emploi-salarie>).

LES SOURCES DE DONNÉES...

Les sources de données utilisées par l'Observatoire de l'Economie Sociale sont les suivantes :

- Office National de la Sécurité Sociale : données relatives à l'emploi et aux travailleurs des entreprises d'économie sociale
- Banque Carrefour des Entreprises : données d'identification des entreprises d'économie sociale
- Centrale des Bilans de la Banque Nationale de Belgique : données relatives aux comptes annuels déposés par les sociétés commerciales, ainsi que ceux des associations et fondations tenues d'en déposer
- Diverses administrations régionales et fédérales : La Direction de l'Economie Sociale de la Direction Générale Opérationnelle 6 du Service Public de Wallonie ; la Direction de la Politique de l'Emploi et de l'Economie plurielle du Service Public Régional de Bruxelles ; le SPP Intégration Sociale, Lutte contre la Pauvreté et Economie Sociale...
- Les membres de ConcertES : données d'identification des entreprises d'économie sociale
- La Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, StatBel, Eurostat : données relatives à l'emploi et à la population en Belgique, Wallonie et en Région de Bruxelles-Capitale
- La SOWECSOM : données d'identification de certaines entreprises d'économie sociale

PARTIE 1

LES ENTREPRISES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

NOMBRE D'ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ENTREPRISES SOCIALES



■ Wallonie
■ Communauté germanophone
■ Bruxelles

On dénombre, au 31/12/2015, **6.434** entreprises employeuses d'économie sociale (ES) en Wallonie et **4.600** en Région de Bruxelles-Capitale. Le nombre total d'entreprises sociales a ainsi augmenté de 2% en 5 ans.

TAUX DE CROISSANCE DU NOMBRE D'ENTREPRISES SOCIALES



■ Wallonie
■ Bruxelles

Cependant, la croissance n'a pas été uniforme entre les deux régions : la Région de Bruxelles-Capitale a affiché, sur l'ensemble de la période observée, des taux de croissance supérieurs à ceux de la Wallonie. De plus, alors que le nombre d'entreprises d'ES a continué de croître en RBC entre 2014 et 2015, il s'est légèrement contracté en Wallonie.

TAUX DE CROISSANCE DU NOMBRE D'ENTREPRISES DANS L'ES ET HORS ES



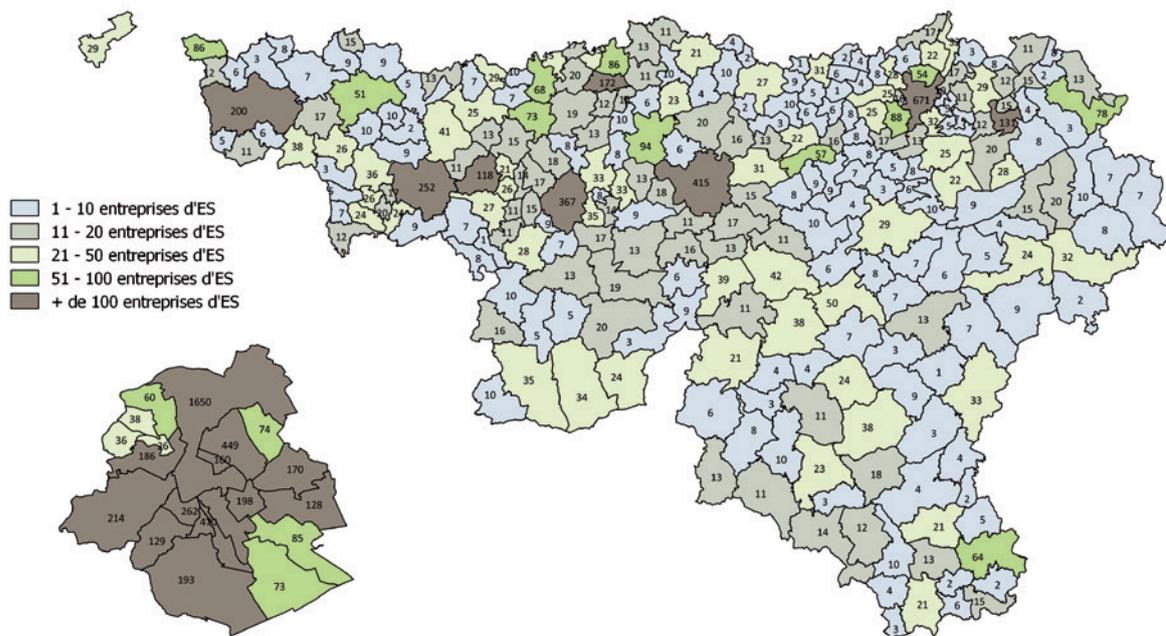
■ Economie sociale (ES)
■ Economie classique - hors ES

Contrairement à l'économie sociale, le nombre d'entreprises dans l'économie classique-hors ES (privé-hors ES et public) a progressivement décliné à partir de 2011. Cette diminution était d'autant plus marquée en Wallonie qu'en RBC.

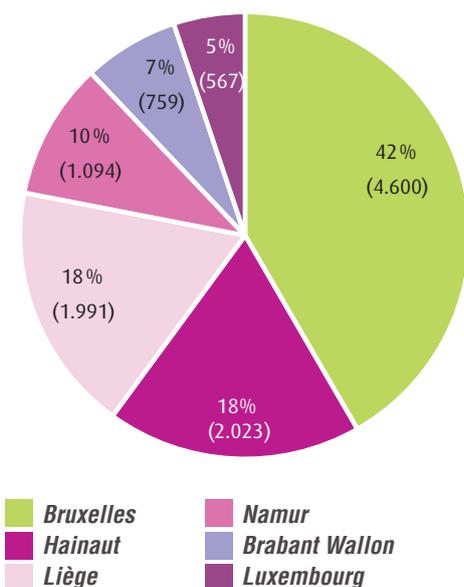
LOCALISATION DES ENTREPRISES SOCIALES

On observe une concentration plus importante des entreprises employeuses d'ES dans les communes les plus peuplées de la Wallonie, telles que Charleroi, Liège, Namur, Mons et Tournai.

NOMBRE D'ENTREPRISES EMPLOYEUSES

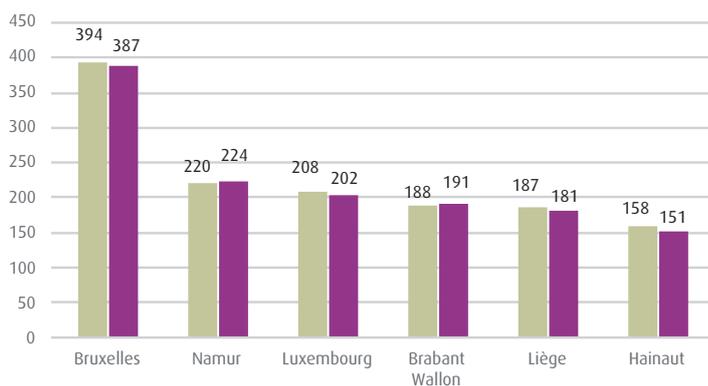


RÉPARTITION DES ENTREPRISES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE PAR PROVINCE



En 2015, 42% des entreprises sociales sont établies en RBC et 58% en Wallonie. Ces dernières, bien que présentes dans chacune des provinces wallonnes, sont relativement plus nombreuses dans les provinces de Hainaut (18%) et de Liège (18%). Viennent ensuite les provinces de Namur (10%), du Brabant Wallon (7%) et du Luxembourg (5%).

En termes d'évolution, la part relative d'entreprises sociales employeuses a décliné dans les provinces du Hainaut et de Liège par rapport à 2010 tandis qu'il a crû dans les provinces de Namur et du Brabant Wallon. La part relative dans la province du Luxembourg est, quant à elle, restée relativement stable.



EVOLUTION DU NOMBRE D'ENTREPRISES SOCIALES PAR 100.000 HABITANTS

■ 2010
■ 2015

Lorsque l'on tient compte des différences de taille de population entre les provinces, le précédent classement change. Aussi, ce sont les provinces de Namur et du Luxembourg qui concentrent le plus grand nombre d'entreprises sociales pour 100.000 habitants (resp. 224 et 202 entreprises d'ES pour 100.000 habitants), suivi par celles du Brabant Wallon, de Liège et de Hainaut. Entre 2010 et 2015, la densité d'entreprises d'ES n'a augmenté qu'au sein des provinces de Namur et du Brabant Wallon.

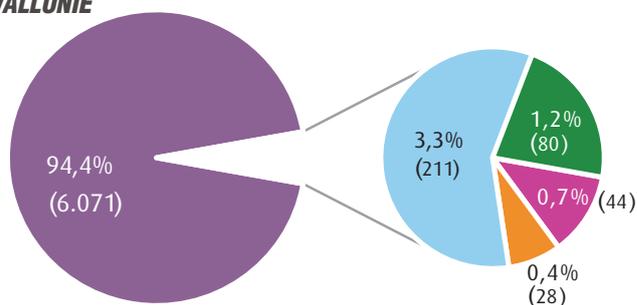
CARACTÉRISTIQUES DES ENTREPRISES

1 / PROFIL DES ENTREPRISES SOCIALES

Dans le paysage de l'ES, on retrouve **5 TYPES D'ENTREPRISES** : les associations – asbl, aisbl et associations de fait – qui regroupent 95% des entreprises sociales, les sociétés à finalité sociale – SCRL, SA, SPRL, etc. (2%), les sociétés coopératives agréées pour le CNC – y compris celles étant également à finalité sociale (1%), les fondations (1%) et les mutuelles (moins de 1%).

RÉPARTITION DES ENTREPRISES SOCIALES PAR FORME JURIDIQUE

WALLONIE



BRUXELLES



■ Associations
■ SFS
■ Coop CNC
■ Fondations
■ Mutuelles

Des différences régionales s'observent dans la répartition des entreprises sociales suivant la forme juridique. Ainsi, la Wallonie compte proportionnellement plus de sociétés à finalité sociale (3%) que la RBC (<1%). Ce différentiel résulte, entre autres, d'une plus grande vitalité en Wallonie du dispositif d'entreprises d'insertion (EI) qui requiert l'adoption de la forme SFS. La RBC enregistre, quant à elle, une proportion relativement plus importante de fondations que la Wallonie (2% contre <1%).

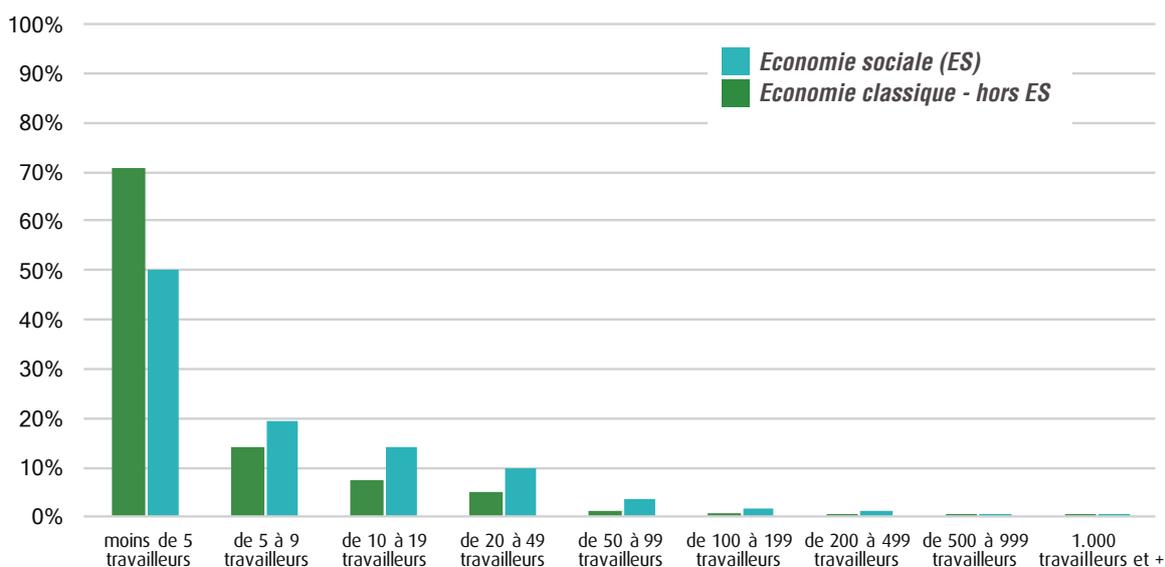
NOMBRE D'ENTREPRISES EMPLOYEUSES

	Wallonie	Bruxelles	Total en 2015
Associations	6.071	4.414	10.485
<i>dont associations de fait</i>	360	112	472
Coop CNC	80	23	103
Fondations	44	98	142
Mutuelles	28	33	61
SFS	211	32	243
Total en 2015	6.434	4.600	11.034

2 / TAILLE DES ENTREPRISES SOCIALES

L'économie sociale, tout comme l'économie classique-hors ES, est **MAJORITAIREMENT CONSTITUÉE D'ENTREPRISES EMPLOYANT MOINS DE 50 TRAVAILLEURS**. Parmi ces entreprises, qui représentent plus de 90 % des entreprises sociales et des entreprises classiques-hors ES, ce sont surtout les petites entreprises de moins de 5 travailleurs qui dominent. En effet, comme le graphique ci-dessous l'indique, ces dernières représentent la moitié des entreprises d'ES et plus de 2/3 des entreprises classiques-hors ES. Tandis que les entreprises de moins de 5 travailleurs sont proportionnellement plus nombreuses dans l'économie classique-hors ES que dans l'économie sociale, on compte, à l'inverse, dans les tranches supérieures, relativement plus d'entreprises sociales que d'entreprises classiques-hors ES.

RÉPARTITION DES ENTREPRISES ES ET ECONOMIE CLASSIQUE (HORS ES) PAR TAILLE



3/ RÉPARTITION DES ENTREPRISES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ (CODE NACE)

Le tableau ci-après illustre la répartition sectorielle des entreprises sociales suivant la nomenclature NACE. Cette classification a été adaptée et certains secteurs ont été affinés afin de tenir compte de certaines spécificités de l'économie sociale. Les entreprises de travail adapté (ETA) et l'insertion socio-professionnelle (AFT/OISP-CISP) ont ainsi été isolées. Nous avons également regroupé au sein de la catégorie « activités titres-services », les emplois titres-services, qui sans cela, seraient dispersés dans d'autres secteurs tels que « les activités de services administratifs et de soutien », la « santé humaine et action sociale », etc. Enfin, les activités qui relèvent de l'enseignement obligatoire (PEns) et des activités hospitalières (QHop), ont été mises en évidence car étant moins associées à l'économie sociale et beaucoup plus encadrées par les pouvoirs publics (hôpitaux fortement influencés par le régime de sécurité sociale obligatoire ; enseignants directement à la charge de la Communauté française).

Sections	Bruxelles	Wallonie	Total en 2015
A Agriculture, Sylviculture et Pêche	2	102	104
C Industries manufacturières	3	32	35
D Production et distribution électricité, gaz, vapeur et air conditionné		1	1
E Production et distribution eau - assainissement, gestion des déchets et dépollution	1	22	23
F Construction	6	29	35
G Commerce de gros et de détail	18	87	105
H Transports et entreposages	8	18	26
I Hébergement et restauration	43	106	149
J Information et communication	81	57	138
K Activités financières et assurances	32	16	48
L Activités immobilières	34	50	84
M Activités spécialisées, scientifiques et techniques	225	211	436
N Activités de services administratifs et de soutien	91	229	320
O Administration publique et défense - sécurité sociale obligatoire	54	41	95
P Education et formation (hors enseignement obligatoire)	301	371	672
Q Santé humaine et action sociale	924	1.775	2.699
Q-ETA Entreprises de Travail Adapté ETA	12	55	67
Q-AFT/OISP-CISP Insertion socio-professionnelle	59	142	201
R Arts, spectacles et activités récréatives	611	1.021	1.632
S Autres activités de services	1.854	1.274	3.128
T Activités des ménages comme employeurs	3	5	8
TS Activités titres-services	22	226	248
U Activités des organismes extra-territoriaux	8	1	9
SOUS-TOTAL	4.392	5.871	10.263
PEns Enseignement obligatoire	184	529	713
QHop Hôpitaux	24	34	58
TOTAL	4.600	6.434	11.034

Les entreprises d'ES, bien que présentes dans de **NOMBREUX SECTEURS D'ACTIVITÉS**, sont principalement actives dans les secteurs des « autres activités de services » (28%), de la « santé humaine et action sociale » (25%) et des « arts, spectacles et activités récréatives » (15%).

Quelques disparités sectorielles s'observent entre les deux régions. On note ainsi, entre autres, que les entreprises d'ES wallonnes sont essentiellement actives dans le secteur de la « santé humaine et action sociale » (28% contre 20% en RBC) alors que les entreprises d'ES bruxelloises le sont davantage dans le secteur des « autres activités de services » (40% contre 20% Wallonie).

PARTIE 2

LES EMPLOIS DANS LES ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE

NOMBRE DE POSTES DE TRAVAIL

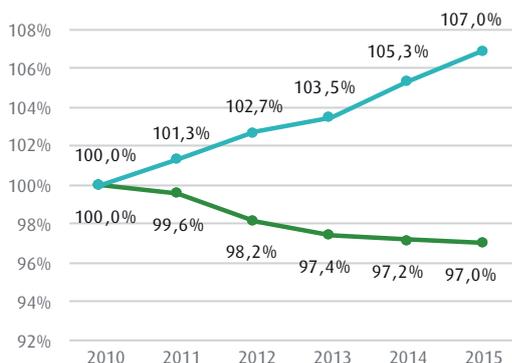


EVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOIS
DANS LES ENTREPRISES SOCIALES

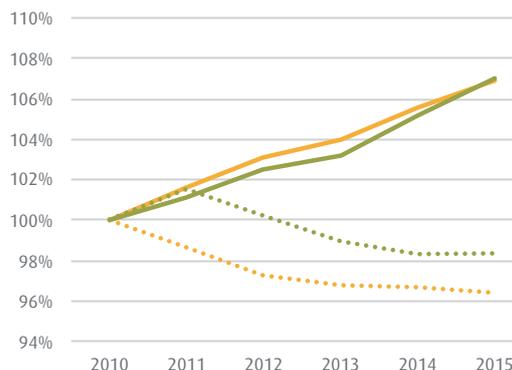
■ Wallonie
■ Communauté germanophone
■ Bruxelles

En 2015, les entreprises d'ES ont généré 145.940 emplois en Wallonie et 101.494 emplois en Région de Bruxelles-Capitale. Les entreprises d'ES ont ainsi procuré près de 12% de l'emploi total en Wallonie et RBC.

TAUX DE CROISSANCE DES EMPLOIS DANS L'ES ET HORS ES



■ Economie sociale (ES)
■ Economie classique - hors ES

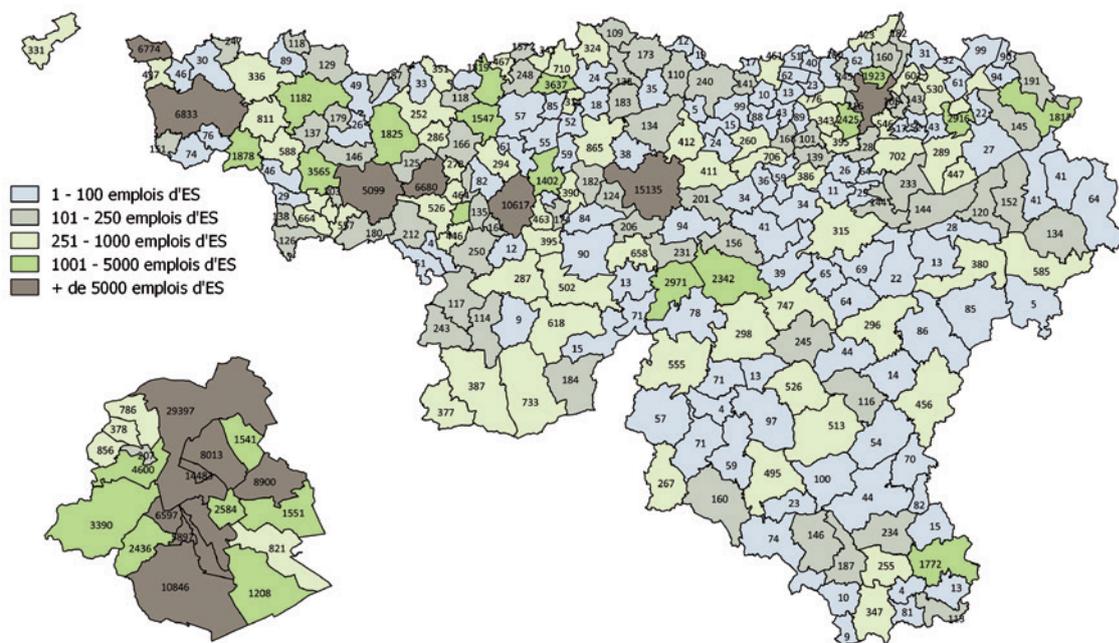


■ ES Wallonie
■ Economie classique (hors ES), Wallonie
■ ES Bruxelles
■ Economie classique (hors ES), Bruxelles

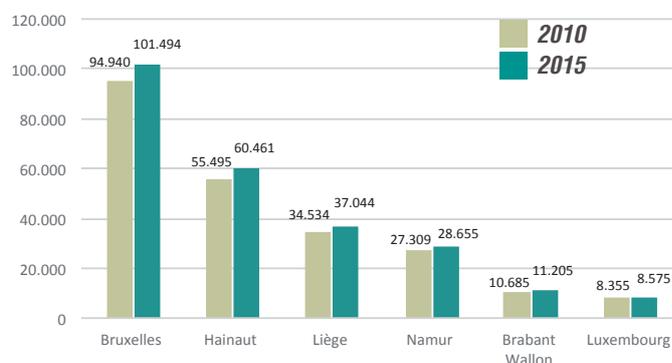
L'emploi total dans l'économie sociale continue de croître en 2015, affichant une **CROISSANCE** de 7% par rapport à 2010, tandis qu'à l'inverse, on observe un déclin progressif de l'emploi dans l'économie classique-hors ES, essentiellement induit par une réduction des emplois en RBC.

LOCALISATION DE L'EMPLOI DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

NOMBRE DE POSTES DE TRAVAIL DANS LES ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE EMPLOYEUSES DE LA COMMUNE

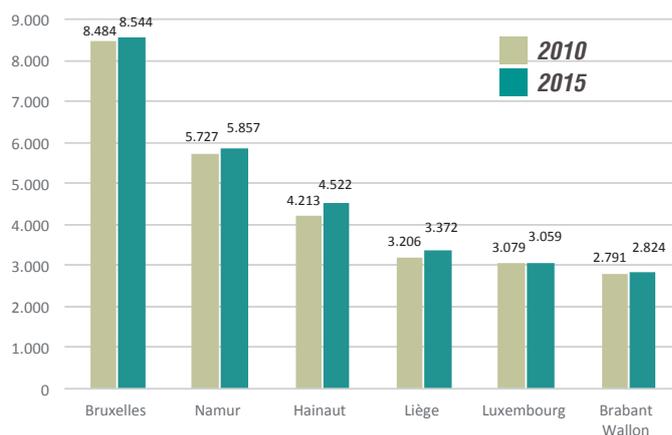


POSTES DE TRAVAIL PAR PROVINCE (EN CHIFFRES ABSOLUS)



En 2015, 41 % des emplois d'ES étaient générés en RBC et 59 % en Wallonie. Plus précisément, on retrouve : 24 % des emplois wallons d'ES dans la province de Hainaut, 15 % dans la province de Liège, 12 % dans la province de Namur, 5 % dans la province du Brabant Wallon et 3 % dans la province du Luxembourg. Par rapport à 2010, l'emploi s'est accru dans chacune des provinces, particulièrement dans le Hainaut (+9%).

POSTES DE TRAVAIL PAR PROVINCE PAR 100.000 HABITANTS

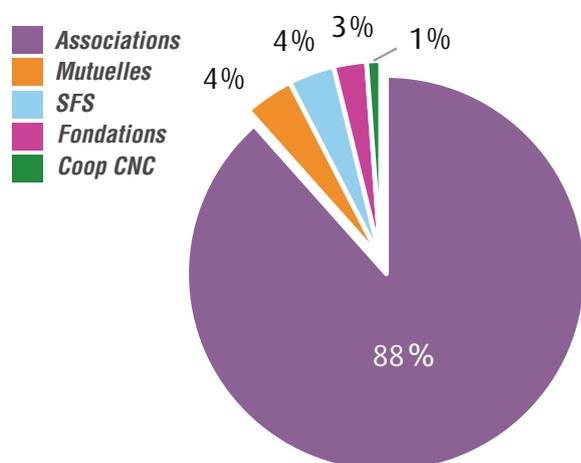


La concentration des emplois au niveau provincial varie lorsque l'on considère la population dans les provinces. Ainsi, ce sont les provinces de Namur et de Hainaut qui présentent les densités d'emplois les plus élevées (resp. 5.857 et 4.522 pour 100.000 habitants). En 2015, on constate une hausse de la densité d'emplois d'ES dans chacune des provinces wallonnes, à l'exception du Luxembourg.

CARACTÉRISTIQUES DE L'EMPLOI

1 / RÉPARTITION DE L'EMPLOI PAR FORME JURIDIQUE

Les associations, qui représentent la très grande majorité des entreprises sociales, totalisent 88 % des postes de travail en Wallonie et RBC. Viennent ensuite les sociétés à finalité sociale (4 %) et les mutuelles qui, bien que proportionnellement moins nombreuses (<1 % des entreprises sociales), fournissent également 4 % des emplois de l'économie sociale. Enfin, les fondations et les sociétés coopératives agréées pour le CNC procurent respectivement 3 % et 1 % des postes de travail d'ES.



QUELQUES DISPARITÉS RÉGIONALES...

En Wallonie, les sociétés à finalité sociale sont, après les associations, le deuxième plus grand pourvoyeur d'emplois d'économie sociale (5,8 %) tandis qu'en RBC, ce rang est occupé par les mutuelles (5,6 %).

On observe un léger fléchissement de l'emploi en Wallonie, par rapport à 2010, au sein des mutuelles (-1 %) et en RBC, au sein des sociétés à finalité sociale (-5 %).

		2010		2015	
		Nbre	%	Nbre	%
Wallonie	Associations	121.379	89,0%	129.043	88,4%
	<i>dont associations de fait</i>	1.330	1,1%	981	0,8%
	SFS	7.136	5,2%	8.501	5,8%
	Mutuelles	4.280	3,1%	4.237	2,9%
	Coop CNC	2.096	1,5%	2.400	1,6%
	Fondations	1.487	1,1%	1.759	1,2%
	Total	136.378		145.940	
Bruxelles	Associations	83.634	88,1%	89.893	88,6%
	<i>dont associations de fait</i>	1.137	1,4%	810	0,9%
	Mutuelles	5.482	5,8%	5.648	5,6%
	Fondations	4.703	5,0%	4.825	4,8%
	SFS	755	0,8%	721	0,7%
	Coop CNC	366	0,4%	407	0,4%
	Total	94.940		101.494	

2 / RÉPARTITION DE L'EMPLOI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ (NACE)

Dans l'ES, plus de la moitié des postes de travail d'ES (52,5%) proviennent du secteur de la « santé humaine et action sociale », qui englobe notamment de grandes structures hospitalières qui génèrent 20,7% des emplois de ce secteur. Quant aux emplois restants, ils sont, entre autres, issus des secteurs des « autres activités de services » (9%), de l'« éducation et formation » (6,5%) et des « activités titres-services » (6,1%).

Quelques disparités sectorielles sont à noter entre les deux régions. On compte proportionnellement plus d'emplois dans le secteur de la « santé humaine et action sociale » en Wallonie qu'en RBC (58,8% contre 43,3%). De plus, le deuxième plus grand secteur employeur de l'ES en RBC est le secteur des « autres activités de services » (15,9% contre 4,3% en Wallonie), alors qu'en Wallonie, cette place est occupée par les « activités titres-services » (7,9% contre 3,6% en RBC). Ensuite, la proportion des emplois au sein des « entreprises de travail adapté » est 3 fois plus élevée en Wallonie (6,4%) qu'en RBC (2%). Enfin, le secteur des « activités spécialisées, scientifiques et techniques » génère relativement plus d'emplois en RBC (6,2%) qu'en Wallonie (1,6%).

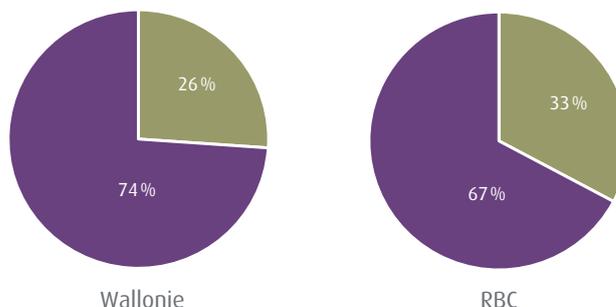
Sections	Bruxelles		Wallonie		TOTAL			
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%		
A	Agriculture, Sylviculture et Pêche		5	0,0%	500	0,3%	505	0,2%
C	Industries manufacturières		4	0,0%	644	0,4%	648	0,3%
D	Prod. et distr. électricité, gaz, vapeur et air conditionné			0,0%	4	0,0%	4	0,0%
E	Production et distribution eau - assainissement, gestion des déchets et dépollution		21	0,0%	406	0,3%	427	0,2%
F	Construction		19	0,0%	134	0,1%	153	0,1%
G	Commerce de gros et détail		120	0,1%	2.050	1,4%	2.170	0,9%
H	Transports et entreposages		44	0,0%	139	0,1%	183	0,1%
I	Hébergement et restauration		605	0,6%	999	0,7%	1.604	0,6%
J	Information et communication		3.066	3,0%	801	0,5%	3.867	1,6%
K	Activités financières et assurances		840	0,8%	304	0,2%	1.144	0,5%
L	Activités immobilières		303	0,3%	248	0,2%	551	0,2%
M	Activités spécialisées, scientifiques et techniques		6.259	6,2%	2.300	1,6%	8.559	3,5%
N	Activités de services administratifs et de soutien		3.269	3,2%	2.311	1,6%	5.580	2,3%
O	Admin. publique et défense - sécurité sociale obligatoire		7.117	7,0%	4.559	3,1%	11.676	4,7%
P	Education et formation (hors enseignement obligatoire)		3.079	3,0%	2.617	1,8%	5.696	2,3%
Q	Santé humaine et action sociale		29.370	28,9%	49.058	33,6%	78.428	31,7%
Q-ETA	Entreprises de Travail Adapté ETA		1.980	2,0%	9.359	6,4%	11.339	4,6%
Q-AFT/ OISP-CISP	Insertion socio-professionnelle		1.855	1,8%	2.827	1,9%	4.682	1,9%
R	Arts, spectacles et activités récréatives		5.246	5,2%	6.259	4,3%	11.505	4,6%
S	Autres activités de services		16.100	15,9%	6.261	4,3%	22.361	9,0%
T	Activités des ménages comme employeurs		3	0,0%	5	0,0%	8	0,0%
TS	Activités titres-services		3.681	3,6%	11.485	7,9%	15.166	6,1%
U	Activités des organismes extra-territoriaux		30	0,0%	18	0,0%	48	0,0%
SOUS-TOTAL			83.016		103.288		186.304	
PEns	Enseignement obligatoire		3.872	3,8%	6.048	4,1%	9.920	4,0%
QHop	Hôpitaux		14.606	14,4%	36.604	25,1%	51.210	20,7%
TOTAL			101.494		145.940		247.434	

3 / RÉPARTITION DE L'EMPLOI PAR GENRE

Les femmes sont fortement représentées dans l'économie sociale puisqu'elles occupent 71 % des postes de travail. Cette surreprésentation de l'emploi féminin est d'autant plus marquée en Wallonie (74 %) qu'en RBC (67 %).

DANS L'ÉCONOMIE SOCIALE

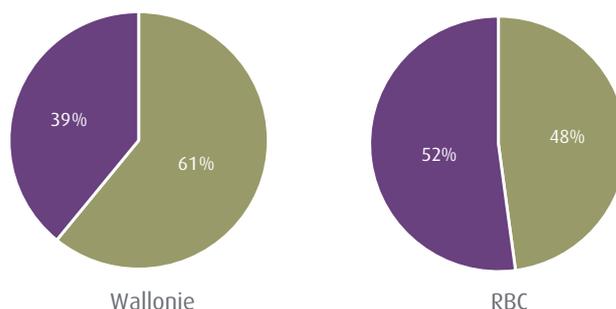
■ Hommes
■ Femmes



La répartition des emplois entre les hommes et les femmes dans l'économie classique-hors ES est, en revanche, moins contrastée. Néanmoins, au niveau régional, le taux d'emploi des hommes est relativement plus important en Wallonie (61%) et inversement en RBC (52% des emplois étant occupés par des femmes).

DANS L'ÉCONOMIE CLASSIQUE (HORS ES)

■ Hommes
■ Femmes

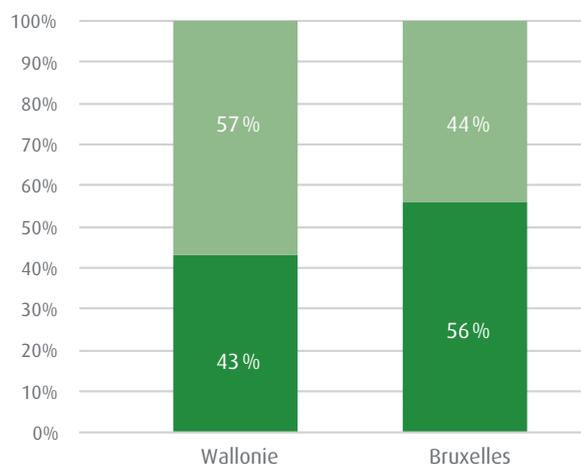


RÉPARTITION DES TRAVAILLEURS DE L'ES SELON LE GENRE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Toutefois, cette prédominance de l'emploi féminin dans l'économie sociale ne s'observe ni dans l'ensemble des secteurs ni de façon uniforme. Ainsi, alors que les femmes sont majoritaires au sein des secteurs de la « santé humaine et action sociale » (81%), de l'« administration publique » (67%), des « activités titres-services » (98%), de l'« éducation et formation » (64%) et des « autres activités de services » (61%), ce sont les hommes qui dominent dans les secteurs des « arts, spectacles et activités récréatives » (52%) et des « entreprises de travail adapté » (68%).



4 / RÉPARTITION DE L'EMPLOI SELON LE RÉGIME DE TRAVAIL



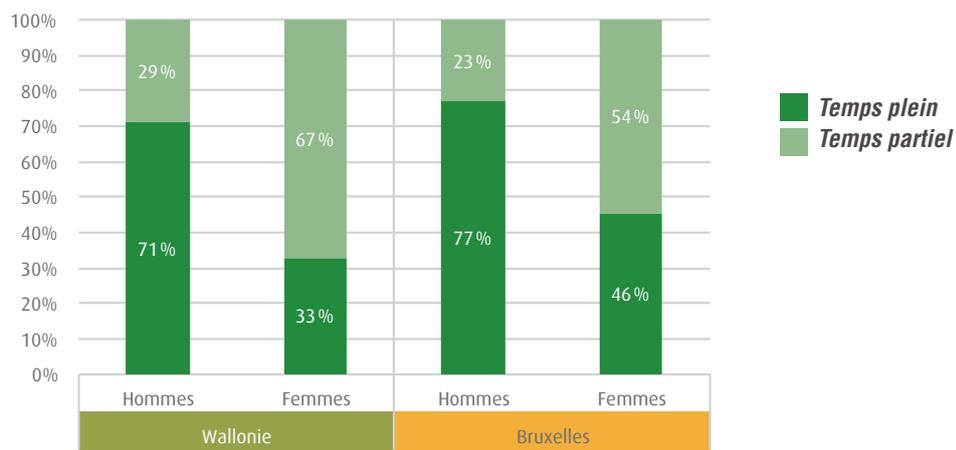
RÉPARTITION PAR RÉGION

En 2015, 52% des travailleurs d'économie sociale occupent un emploi à temps partiel. Ce résultat global masque cependant des disparités entre les deux régions, car les travailleurs exerçant un emploi à temps partiel ne sont majoritaires qu'en Wallonie. En RBC, 56% des travailleurs sont employés à temps plein.



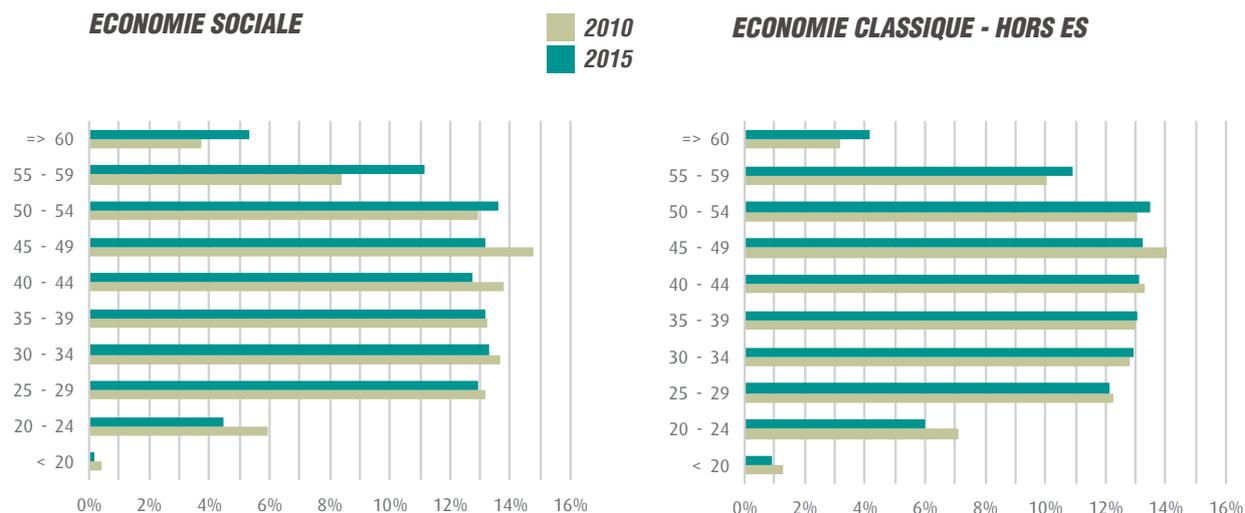
RÉPARTITION SELON LE GENRE ET LE RÉGIME DE TRAVAIL

On constate que l'emploi à temps partiel est davantage une caractéristique de l'emploi féminin. En effet, la majorité des femmes d'ES travaillent à temps partiel, tant en Wallonie (67%) qu'en RBC (54%), tandis que les 3/4 des hommes d'ES sont, dans les deux régions, occupés à temps plein. On relève également cette tendance dans l'économie classique-hors ES : la proportion de femmes travaillant à temps partiel est supérieure à celle des hommes. Ce différentiel est d'autant plus marqué en Wallonie qu'en RBC.

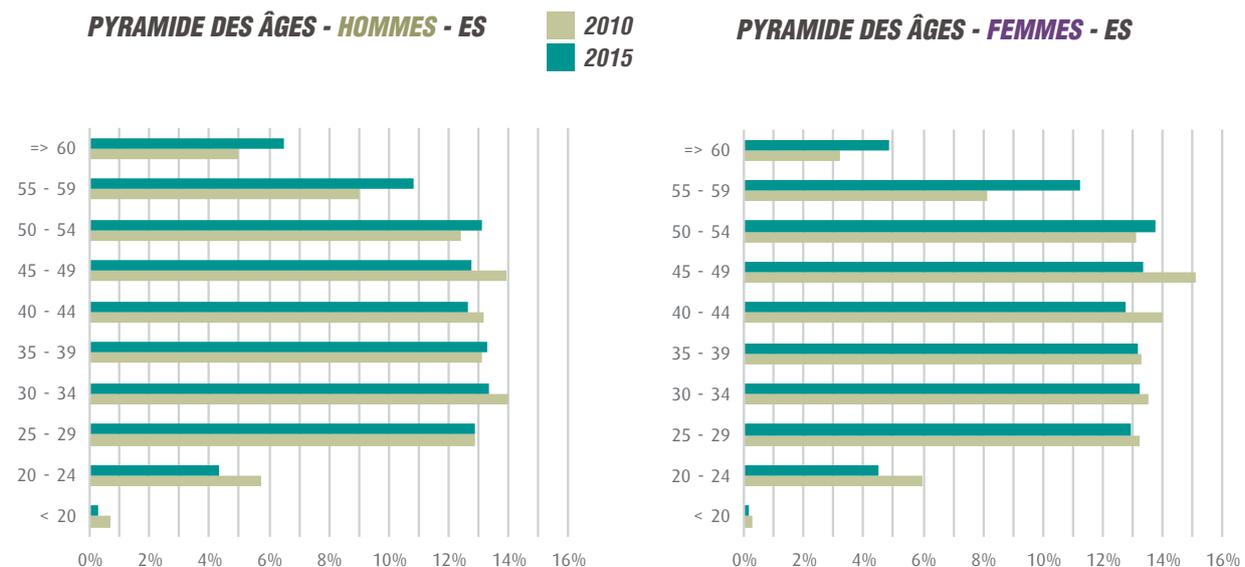


5 / RÉPARTITION DE L'EMPLOI PAR CLASSE D'ÂGE

Tandis que la proportion des travailleurs d'économie sociale âgés de plus de 50 ans a augmenté en 2015 (pour atteindre 30%), celle des travailleurs de moins de 50 ans s'est réduite. Cela révèle une tendance au **VIELLISSEMENT DES TRAVAILLEURS** au sein de l'économie sociale, qui n'est toutefois pas propre à l'ES puisqu'on l'observe aussi dans l'économie totale-hors ES (29%).



DANS L'ÉCONOMIE SOCIALE, ce phénomène de vieillissement des travailleurs se constate tant chez les hommes que chez les femmes.



PARTIE 3

FOCUS SUR LES «FAMILLES» DE L'ES

Ce troisième et dernier volet est consacré aux « familles » de l'économie sociale (association, fondation, mutuelle, société coopérative agréée pour le CNC et société à finalité sociale), plus précisément, à leurs spécificités sectorielles et au profil de leurs travailleurs.

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Associations	ENTREPRISES		EMPLOIS	
	2010	2015	2010	2015
Santé humaine et action sociale	2.630	2.729	117.433	127.683
Autres activités de services	3.021	3.052	20.253	21.651
Education et formation	1.198	1.410	14.210	16.034
Arts, spectacles et activités récréatives	1.527	1.604	10.173	10.987
Entreprises de Travail Adapté ETA	65	59	9.653	10.181
Activités titres-services	197	133	9.656	9.092
Autres	1.678	1.498	23.635	23.308
Total	10.316	10.485	205.013	218.936

Les **ASSOCIATIONS** sont, de par leur poids tant en termes d'entreprises que d'emplois, un acteur prédominant de l'économie sociale. Les emplois au sein de ces associations sont issus principalement des secteurs de la « santé humaine et action sociale » (58%), des « autres activités de services » (10%) et de l'« éducation et formation » (7%).

Sociétés à finalité sociale	ENTREPRISES		EMPLOIS	
	2010	2015	2010	2015
Activités titres-services	121	109	4.472	5.696
Entreprises de Travail Adapté ETA	7	8	893	1.158
Santé humaine et action sociale	20	10	973	524
Activités de services administratifs et de soutien	24	21	452	498
Autres	91	95	1.101	1.346
Total	263	243	7.891	9.222

Dans les **SOCIÉTÉS À FINALITÉ SOCIALE**, l'emploi est concentré essentiellement au sein d'un secteur, celui des « activités titres-services ». On y retrouve en effet, près de 2/3 des emplois recensés dans les SFS. La plupart de ces emplois « titres-services » proviennent des entreprises d'insertion qui recourent au dispositif des titres-services dans le cadre de l'insertion des demandeurs d'emplois. Ce sont, ensuite, les « entreprises de travail adapté » qui procurent le plus d'emplois (13%) au sein des SFS. Notons que la proportion des emplois dans les SFS issus du secteur de la « santé humaine et action sociale » a diminué de moitié entre 2010 (12%) et 2015 (6%).

PARTIE 3 FOCUS SUR LES «FAMILLES» DE L'ES

Sociétés coopératives CNC	ENTREPRISES		EMPLOIS	
	2010	2015	2010	2015
Commerce de gros et de détail	14	16	1.416	1.493
Activités financières et assur.	15	12	408	397
Activités titres-services	5	6	183	378
Activités de services administratifs et de soutien	6	9	117	150
Autres	51	60	338	389
Total	91	103	2.462	2.807

Fondations	ENTREPRISES		EMPLOIS	
	2010	2015	2010	2015
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	13	14	3.364	3.202
Santé humaine et action sociale	17	26	1.714	1.592
Administration publique et défense - sécurité sociale obligatoire	1	2	4	636
Autres activités de services	52	63	532	553
Arts, spectacles et activités récréatives	21	24	400	411
Autres	10	13	176	190
Total	114	142	6.190	6.584

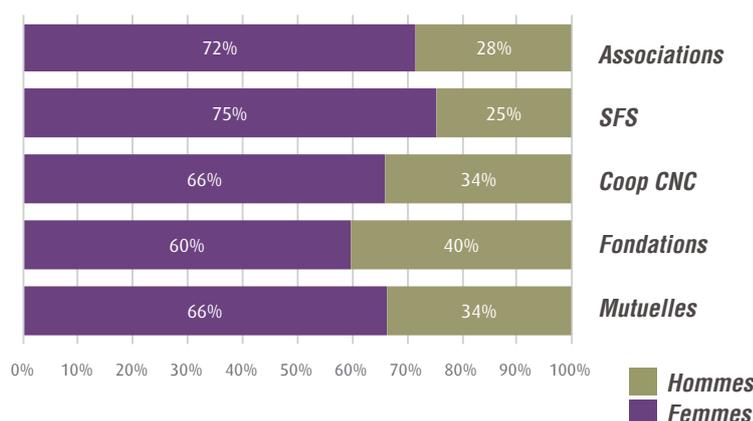
Mutuelles	ENTREPRISES		EMPLOIS	
	2010	2015	2010	2015
Administration publique et défense - sécurité sociale obligatoire	44	43	9.247	9.240
Activités financières et assurances	16	18	515	645
Total	60	61	9.762	9.885

En ce qui concerne les **SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES CNC**, la moitié des emplois sont enregistrés dans le secteur du « commerce de gros et de détail » (53%). Viennent ensuite les secteurs des « activités financières et assurances » et des « activités titres-services », qui fournissent respectivement 14% et 13% des emplois. On remarque, en outre, que la proportion des emplois dans les « activités titres-services » a doublé entre 2010 et 2015.

L'emploi dans les **FONDACTIONS** est surtout généré au sein des secteurs des « activités spécialisées, scientifiques et techniques » (49%) et de la « santé humaine et action sociale » (24%).

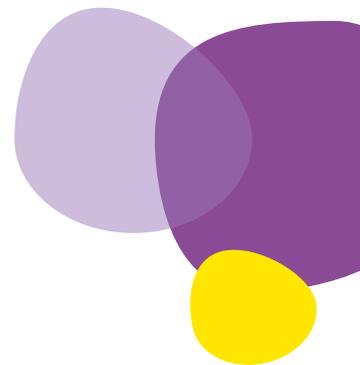
Enfin, on retrouve logiquement 93% des emplois des **MUTUELLES** dans le secteur de l'« administration publique-sécurité sociale obligatoire » puisque les mutuelles sont un intermédiaire important dans le dispositif de sécurité sociale. Les 7% restants se retrouvent dans le secteur des « activités financières et assurances », autres activités où des mutuelles se développent.

PROFIL DES TRAVAILLEURS



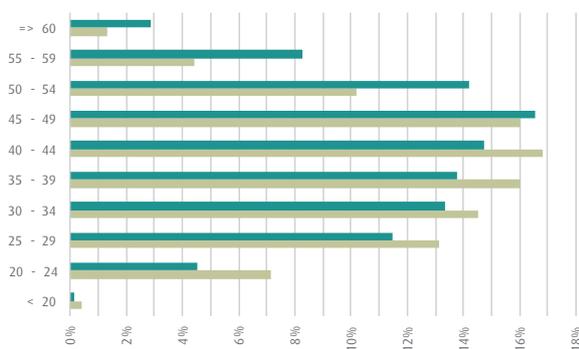
On constate que le taux d'emploi des femmes dans l'ES excède celui des hommes dans chacune des familles de l'ES, en particulier dans les associations et les sociétés à finalité sociale. Ces familles sont, comme observé précédemment, essentiellement actives dans les secteurs traditionnellement considérés comme féminins (« santé humaine et action sociale », « activités titres-services »)

PYRAMIDE DES ÂGES

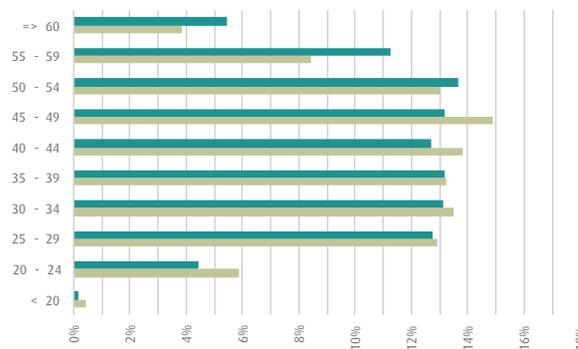


Au sein de l'ES, toutes les « familles » sont, à des degrés divers, concernées par le **VIELLISSEMENT DE LEURS TRAVAILLEURS**. En effet, on remarque qu'au sein de chacune des « familles » d'ES, la proportion des travailleurs de plus de 50 ans a augmenté entre 2010 et 2015. Un autre constat est que les travailleurs de moins de 25 ans sont, dans l'ensemble des « familles », très faiblement représentés.

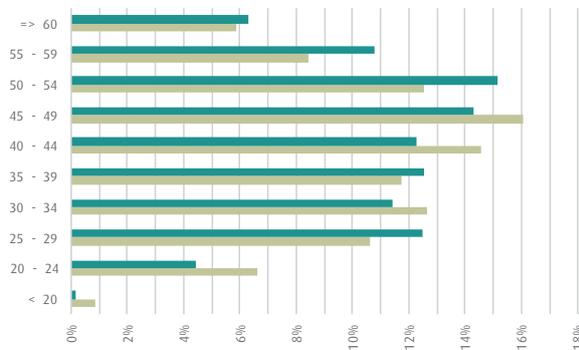
SOCIÉTÉS À FINALITÉ SOCIALE



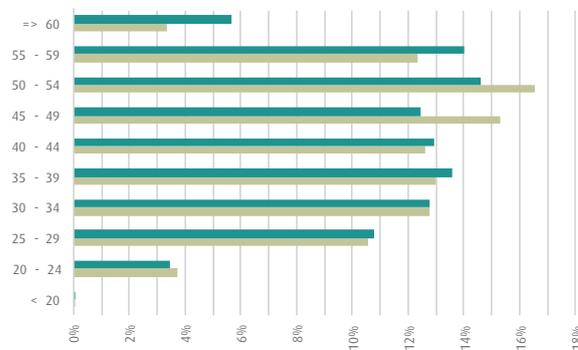
ASSOCIATIONS



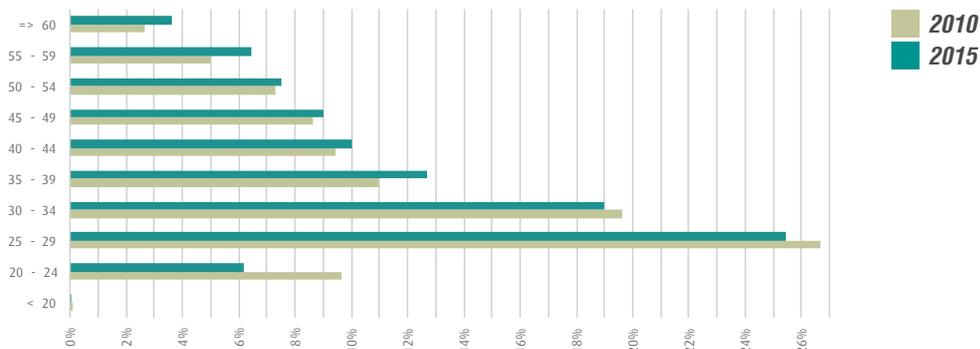
COOPÉRATIVES CNC



MUTUELLES



FONDACTIONS



CONCLUSIONS

L'économie sociale présente, en 2015, un nombre toujours plus important de postes de travail, générés principalement au sein des associations. La part des emplois dans les sociétés commerciales a cependant légèrement augmenté sur la période 2010-2015 (+ 0,7 %).

Les évolutions sectorielles sont, quant à elles, contrastées. Certains secteurs affichent une croissance des emplois, d'autres une diminution. Et ces évolutions sectorielles tendent à s'expliquer, entre autres, par l'évolution des différentes « familles ». Les coopératives étant essentiellement présentes dans le commerce de gros et de détails ou les activités financières ; les SFS essentiellement dans les activités titres-services et l'emploi dans le TS tend à se renforcer ; les fondations dans la recherche ; et les associations dans le secteur de la santé humaine et de l'action sociale.

Cela démontre bien que l'économie sociale n'est pas un « secteur » mais un ensemble d'organisations prestant diverses activités et poursuivant différentes finalités. Leur point commun : des valeurs et une manière de mener l'activité qui place l'humain au centre.

En plus de cet état des lieux annuels, vous pouvez retrouver maintenant diverses statistiques sur une application en ligne du site web de l'Observatoire, <http://statistiques.observatoire-es.be>

DÉJÀ PARUS :

- CAHIER 0 L'Economie Sociale se dévoile - Décembre 2011
- CAHIER 1 Les Services à la personne / Service de proximité - Août 2009
- CAHIER 2 Entreprises d'insertion françaises et EI wallonnes - Mai 2010
- CAHIER 3 Promouvoir l'emploi des personnes handicapées - Janvier 2011
- CAHIER 4 Les travailleurs participent-ils à la gestion des entreprises? - Mars 2012
- CAHIER 5 Economie Sociale et Solidaire : Quels emplois et quels besoins de formation? - Juin 2012
- CAHIER 6 Comment les entreprises d'ES et solidaire répartissent-elles leurs bénéfices ? - Octobre 2012
- CAHIER 7 Enjeux et perspectives de l'ESS pour les services de proximité - Décembre 2012
- CAHIER 8 Etat des lieux de l'économie sociale en 2011 - Décembre 2012
- CAHIER 9 Etat des lieux de l'économie sociale en 2012 - Décembre 2013
- CAHIER 10 La 6^e réforme institutionnelle et son impact pour l'ES en Wallonie et à Bruxelles - Mars 2014
- CAHIER 11 Etat des lieux de l'économie sociale en 2013 - Janvier 2015
- CAHIER 12 Etat des lieux de l'économie sociale en 2014 - Mars 2016